Le Burundi sous tension à la veille d'élections ultra-controversées

@rib News, 27/06/2015 – Source AFP Trois morts, des explosions de grenades et des tirs nourris: la capitale burundaise Bujumbura a connu une nouvelle nuit de tensions à la veille des élections législatives et communales controversées de lundi pour lesquelles tout est cependant "prêt" selon la commission électorale. Ces violences nocturnes se sont concentrées dans des quartiers périphériques de la capitale (Jabe, Musaga, Kanyosha) foyers du mouvement de contestation populaire déclenché fin avril par la candidature du chef de l'Etat Pierre Nkurunziza à un troisième mandat lors de la présidentielle qui doit suivre, le 15 juillet, les premiers scrutins de lundi.

Au moins sept grenades ont explosé et des tirs de mitrailleuses ont retenti à plusieurs reprises. Deux civils ont été tués, l'un par balle par des policiers et l'autre dans l'explosion d'une grenade, selon leurs proches. D'après le porte-parole de l'armée, Gaspard Baratuza, la troisième victime est un soldat, tué accidentellement par un autre militaire lors d'une intervention dans une habitation visée par une attaque à la grenade. Dans la journée, les quartiers périphériques restaient sous tension, mais le calme était globalement revenu à Bujumbura, où des policiers patrouillaient et contrôlaient quelques voitures. La population reste sur place - une bonne partie a quitté la ville, partant se réfugier en province ou au Rwanda voisin de crainte d'une attaque de grande ampleur à l'approche des scrutins - vaquait à ses occupations, certains effectuant même leur jogging dominical. Mais selon des témoins, le week-end a aussi été tendu dans quelques localités de province. Notamment dans la commune de Mutaro, province de Gitega, où la police a arrêté trois membres de l'opposition samedi, provoquant la colère de la population qui a commencé à couper les routes. - Matériel acheminé - Ni ces incidents, ni les appels de la communauté internationale à reporter les scrutins, ni l'annonce de leur boycott par l'ensemble de l'opposition ne semblent cependant perturber les plans de la Commission électorale (CENI). "Depuis ce (dimanche) matin, le matériel est acheminé (...) vers les centres de votes", a affirmé devant la presse son président, Pierre-Claver Ndayicariye. Quelque 4.8 millions d'électeurs sont appelés aux urnes dans 11.493 bureaux de vote. Le président de la CENI a affirmé n'avoir jamais reçu la lettre annonçant officiellement le boycott de l'opposition et considérait, par conséquent, que les élections se dérouleraient comme si toutes les listes participaient. L'opposition a jeté l'éponge car elle affirme avoir été dans l'impossibilité de faire campagne et la cible permanente de menaces. Elle a aussi accusé la CENI d'être aux ordres du pouvoir et relevé que depuis mi-mai, date d'un putsch manqué également motivé par la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle, les informations indépendantes ne circulaient plus puisque plus aucune radio privée ne pouvait émettre. La violence a gagné en intensité tout au long de la semaine, à mesure qu'approchaient des élections que le pouvoir burundais dit ne plus pouvoir reporter en raison d'un risque de vide institutionnel: selon lui, les élections doivent avoir lieu vite, car le mandat de Pierre Nkurunziza arrive à échéance le 26 août. L'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza - déjà élu en 2005 et 2010 - à un troisième mandat, a pourtant plongé le petit pays d'Afrique des Grands Lacs dans une grave crise dont beaucoup craignent qu'elle ne débouche sur de nouvelles violences à grande échelle. Les anti-troisième mandat le jugent anticonstitutionnel et contraire à l'Accord d'Arusha qui avait permis de mettre fin à la longue guerre civile (1993-2006) dont le pays peine encore à se remettre. Le mouvement de contestation qui a débuté avec l'officialisation de la candidature de M. Nkurunziza a été violemment réprimé par la police, parfois à balles réelles. Il a aussi donné lieu à heurts avec les jeunes du parti au pouvoir (les Imbonerakure, une milice selon l'ONU). Depuis fin avril, au moins 70 personnes sont mortes et plus de 120.000 Burundais ont aussi fui dans les pays voisins le climat préélectoral d'incertitude.